



PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Evry, le 07 mai 2019

Unité départementale de l'Essonne

INSTALLATIONS CLASSÉES

Affaire suivie par : Mathieu FERNANDEZ
mathieu.fernandez@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01.60.76.34.11 – Fax : 01.60.76.34.88
Référence : A2019-0086

D2019-0572

Affaire : Dossier de Demande d'Autorisation Unique
Environnementale
Code Établissement : 65.12989
N:\PARTAGE-DRIEE\SPRN-
IIC\UTEE91\Etampes\Bionerval\08-RVAT\BIONERVAL 2019-
04-01_RapportCODERST-vprojet.odt

Objet :

Autorisation Unique Environnementale
Rapport d'acceptabilité

Exploitant concerné :

BIONERVAL SAS à ÉTAMPES

N°HELIOS : 49322

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet :	Autorisation environnementale – Demande en date du 17 novembre 2017 de BIONERVAL Installation de méthanisation sur le territoire de la commune d'ÉTAMPES
Réf. :	[1] Dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 17 novembre 2017 de BIONERVAL (A2017-1948) [2] Accusé Réception d'une demande d'autorisation environnementale du 17 novembre 2017 [3] Demande de compléments suite à la consultation des services du 16 février 2018 (D2018-0279) [4] Réponse de l'exploitant à la demande de compléments reçu le 28 juin 2018 (A2018-0984) [5] Rapport de l'inspection des installations classées sur le caractère complet et régulier de la demande d'autorisation complété en date du 09 août 2018 (D2018-1081) [6] Conclusions du commissaire enquêteur liées à l'enquête publique transmises en date du 21 janvier 2019 (A2019-0086)
P.J. :	* Fiche récapitulative * Note non technique du projet * Avis rendus lors de la phase d'examen préalable, ARS78 (A2018-0115), ARS45 (A2018-0116), ARS91(A2017-2080), DDT28 (A2018-0021), DDT45 (A2018-0062), DDT91 (A2018-0282) et SDIS91 (A2017-2088) * Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur du 17/01/2019 * Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation

Par transmission du 22 janvier 2019, Monsieur le Préfet de l'Essonne nous a adressé le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande déposée par la société BIONERVAL.

Le présent rapport examine le caractère acceptable de la demande. Il propose de solliciter l'avis du CODERST sur les suites administratives réservées à l'instruction du dossier visé en objet, conformément aux dispositions de l'article R181-39 du Code de l'Environnement.



Certificat N° A 1607
Champ de certification disponible sur :
www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

1 OBJET DE LA DEMANDE

Par courrier déposé en préfecture de l'Essonne le 17 novembre 2017, Monsieur TRENTESAUX, agissant en qualité de Directeur de la société BIONERVAL SAS, a sollicité une autorisation environnementale pour l'augmentation de la capacité de traitement de son méthaniseur implanté sur le territoire de la commune d'Étampes.

La société BIONERVAL a déposé un dossier de demande d'autorisation afin d'autoriser dans la zone industrielle Sudessor :

- l'augmentation de la capacité annuelle de déchets à traiter en méthanisation (60 000 t/an soit 20 000 t/an supplémentaire par rapport à l'autorisation préfectorale actuellement en vigueur). La capacité journalière de traitement restant à 250 t/j
- l'aménagement d'une 3^e cuve de stockage de digestats et l'augmentation de la capacité de stockage de déchets réceptionnés passant de 1 250 m³ à 1 920 m³
- l'ajout d'un 3^e moteur et changement de la torchère pour s'adapter à l'augmentation de la production de biogaz
- la mise en place d'un dispositif d'épuration et d'injection de biogaz
- l'actualisation de la liste de déchets entrants autorisés, avec notamment la demande d'incorporation de sous-produits animaux de catégorie 2 stérilisés
- le transfert de 10 000 t/an de bio-déchets pré-traités, qui seront envoyés vers d'autres sites de traitement du groupe Saria Industries avec une capacité journalière de traitement de 49 t/jour
- le transit de 500 t/an de sous-produits animaux dans des conteneurs étanches avec une capacité journalière de 5 t/jour maximum. La quantité de sous-produits animaux susceptible d'être présente sur site est de 5 t
- l'extension du plan d'épandage des digestats.

À cet effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale, a été déposé le 17 novembre 2017 et complété le 28 juin 2018.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen préalable (avis joints au présent rapport),
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique (avis joints au présent rapport).

1.1 Présentation

Conformément à l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique ci-jointe, décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Elle positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (loi sur l'Eau).

1.2 Maîtrise de l'urbanisation

Les résultats des modélisations fournis au dossier de demande d'autorisation environnemental permettent de conclure à l'absence d'effets sortants nécessitant la rédaction de préconisations en matière d'urbanisme autour de l'établissement susmentionné en application du code de l'urbanisme, du code de l'environnement et de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter-à-connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

2 MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte :

- des mesures prévues par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation environnementale complété ;
- des mesures imposées par la réglementation, principalement par l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation et de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, au sujet de l'épandage ;
- des avis et demandes des services consultés ;
- des conclusions du rapport du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique.

Concernant les nuisances olfactives susceptibles d'être engendrées par les activités de méthanisation du site et par les épandages sur les parcelles agricoles, l'exploitant a prévu dans sa demande d'autorisation d'exploiter de :

- * confiner le hall de déchargement des déchets et d'évacuer l'air ambiant vers l'extérieur à l'aide du système d'éolage qui expulse l'air canalisé à grande vitesse en altitude ;
- * collecter les effluents gazeux provenant des cuves de réception et traitement de ces effluents par charbon actif ;
- * réduire à 24 heures le délai maximal d'enfouissement du digestat une fois celui-ci épandue.

Ces mesures viennent en complément de celles prescrites par la réglementation à ce sujet, à savoir :

- * une mesure d'odeur un an après la mise en œuvre des installations ;
- * application des meilleures techniques disponibles en termes de captage et de traitement des odeurs associées à une fréquence semestrielle de contrôle des concentrations d'odeurs sur site. À noter, la réglementation européenne prévoit une mise en œuvre de ces mesures au deuxième semestre 2022, le projet d'arrêté préfectoral prévoit leur mise en œuvre dès à compter de la notification de celui-ci ;
- * concernant l'épandage une distance d'éloignement minimale de 100 mètres est à respecter entre la zone d'épandage et les habitations.

Enfin, suite à la consultation publique au cours de laquelle environ 75 % des observations du public portait sur les nuisances olfactives et au rapport du commissaire enquêteur formulant plusieurs recommandations et réserves, les prescriptions supplémentaires sont proposées :

- * amélioration de l'étude sur le risque sanitaire en prenant en compte les émissions canalisées d'ammoniac et de dioxyde de soufre ;
- * obligation d'enfouir immédiatement le digestat sur les terrains nus situés dans des zones sensibles ;
- * prescription d'une étude pour enfouir le digestat immédiatement après épandage sur sols nus ou non ;
- * transmission du plan d'épandage aux maires des communes concernées avant chaque campagne et du plan de circulation des véhicules associés à ces épandages ;
- * la zone de transvasement du digestat en bout de champ entre la citerne mobile et l'engin utilisé pour l'épandage doit être située à plus de 100 mètres des habitations.

3 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société BIONERVAL dans son dossier de demande d'autorisation environnementale complété, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie de l'installation de méthanisation projeté par la société BIONERVAL sur le territoire de la commune d'Étampes.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées émet un avis favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, avis favorable sous réserve des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de solliciter l'avis du CODERST, conformément à l'article R.181-39 du code de l'environnement.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement



Mathieu FERNANDEZ

Vérificateur

Le chargé de mission « déchets »



Christophe BAGUET

Approbateur

Pour le directeur et par délégation, le
Chef du pôle risques chroniques et
qualité de l'environnement



Alexandre LEONARDI